

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9<sup>me</sup> ANNEE — N° 117

LE NUMERO :

13 décembre 1971 - 2 janvier 1972

0,50 F

## Les buts des communistes

*Cet article a paru le 29 février 1920 dans "Il Soviet", organe de la fraction communiste abstentionniste du Parti socialiste italien. Il trace un sillon qui pour nous n'a jamais changé et ne changera jamais, quelles que soient les « innovations » que prétendent y introduire ceux qui croient « découvrir » des mondes inconnus et ne font en réalité que parcourir les sentiers battus de l'opportunisme de toujours.*

**La révolution sociale a lieu lorsque, au sein de la société capitaliste, le conflit entre producteurs et rapports de production est devenu intolérable et qu'il existe des forces tendant à instaurer un nouveau système de rapports.**

**Cette tendance révolutionnaire se heurte à la force armée, dont les institutions politiques centralisées dans l'Etat bourgeois règlent l'organisation et le fonctionnement, et par laquelle la classe dominante empêche que les rapports existants — qu'elle a intérêt à conserver — ne soient modifiés.**

Pour que la révolution puisse accomplir sa tâche économique, il est nécessaire d'abattre d'abord le système politique qui centralise le pouvoir; l'unique moyen dont la classe opprimée dispose pour cela, c'est de s'organiser et de s'unifier en parti de classe.

Le but historique des communistes est précisément la formation de ce parti et la lutte pour la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Il s'agit de libérer les forces latentes capables d'engendrer le nouveau système économique, sur la base des progrès de la technique productive, forces qui sont aujourd'hui comprimées par la structure politique du capitalisme.

La tâche politique qui est la raison d'être du parti communiste est donc caractérisée par deux principes fondamentaux : 1) *l'universalité*, car il comprend le plus grand nombre possible de prolétaires et il agit au nom de la classe et non pour les intérêts catégoriels ou locaux de groupes de travailleurs ;

2) *l'attachement au but final*, au programme maximum, car il vise un résultat qui n'est pas immédiat et qui ne peut être atteint graduellement.

Sans doute la société bourgeoise fournit-elle au cours de son évolution des solutions partielles à des problèmes particuliers, mais elles n'ont rien à voir avec la solution finale et intégrale poursuivie par le parti communiste.

Même l'intérêt des prolétaires, lorsqu'il s'agit d'un intérêt contingent et limité à des groupes plus ou moins vastes, peut dans une certaine mesure se satisfaire au sein même du monde bourgeois.

La conquête de ces solutions partielles n'est pas l'affaire des communistes. C'est une tâche dont se chargent spontanément d'autres organisations du prolétariat, comme les syndicats, les coopératives, etc...

Le parti communiste n'intervient dans ces conquêtes partielles que pour ramener l'attention des masses sur le problème général de la conquête finale du pouvoir. Comme le dit le "Manifeste" du Parti Communiste, « le résultat véritable

de ces luttes n'est pas le succès immédiat, mais l'organisation toujours plus grande des travailleurs ».

Après la conquête révolutionnaire du pouvoir, les forces productives latentes, qui étouffaient dans le carcan du système capitaliste, seront libérées.

Même à ce moment, la préoccupation primordiale du Parti ne sera pas une tâche de construction économique, à laquelle contribuera spontanément l'extraordinaire éclosion de nouveaux organismes : cette énergie porteuse d'un monde nouveau existait déjà en puissance dans le conflit entre les producteurs et les formes de production, et la révolution politique ne fait que lui permettre de se développer. La véritable tâche du Parti, ce sera encore la lutte politique contre la bourgeoisie vaincue, mais qui s'efforcera de reprendre le pouvoir, et la lutte pour l'unification des prolétaires au-delà des intérêts égoïstes et corporatistes.

Cette seconde activité prendra une importance plus grande au cours de cette période.

Aujourd'hui l'existence de l'ennemi commun, le pouvoir bourgeois centralisé dans l'Etat, le capitaliste toujours présent dans l'usine, émettent naturellement la solidarité prolétarienne qui se dresse contre la formidable solidarité organisée du patronat.

Demain, lorsque les ouvriers d'une usine, d'une localité, d'une catégorie professionnelle auront été libérés de la menace de l'exploiteur capitaliste par la force du pouvoir prolétarien, il se peut que les intérêts locaux prennent plus de force et de virulence avant que tous acquièrent la conscience politique communiste dans son universalité.

Telle est peut-être la raison de la mesure prise par l'Etat russe des Soviets, et que la presse bourgeoise a annoncée comme la dissolution des comités d'usine.

Le problème le plus difficile de la tactique communiste a toujours été de s'en tenir fidèlement à ces caractères de finalité et de généralité dont nous avons parlé plus haut.

Au lieu de s'attacher de toutes

leurs forces, et en dépit de toutes les difficultés, à l'implacable dialectique marxiste du processus révolutionnaire, les communistes ont souvent cédé à des déviations où leur action s'est égarée et émietée dans de prétendues réalisations concrètes, et dans une surestimation de certaines activités ou de certaines institutions, qui semblaient constituer une passerelle de passage au communisme plus aisée que le saut effrayant dans l'abîme de la révolution, la « catastrophe marxiste d'où devait surgir le renouveau de l'humanité ».

Le réformisme, le syndicalisme révolutionnaire, le coopérativisme ne sont pas autre chose.

Les tendances actuelles de certains maximalistes (1) qui, devant les difficultés de la destruction violente du pouvoir bourgeois, cherchent un terrain pour réaliser et concrétiser leur activité, pour la rendre techniquement possible, ainsi que les

(Suite page 4)

## Contre le mythe terroriste de la toute-puissance américaine

Les nouvelles qui nous parviennent ces jours-ci du Sud-Est asiatique sont encourageantes non seulement pour la lutte du Vietcong, mais aussi pour le prolétariat européen qui, parmi de nombreuses influences néfastes, subit celle du terrorisme psychologique de la « toute-puissance américaine ».

Les soldats d'une compagnie stationnée au Cambodge ont refusé de combattre; mille marins du porte-avions "Coral Sea" ont demandé, par le moyen d'une pétition, que leur navire ne soit plus utilisé dans des opérations de guerre en Indochine; des militaires américains recueillent des signatures parmi leurs compagnons d'armes pour « un arrêt immédiat de toutes les hostilités en Asie du Sud-Est ». Ces nouvelles, qui ne sont certes qu'un pâle reflet de la situation réelle, n'ont rien de surprenant. On avait déjà connaissance de nombreux cas d'insubordination, fusillades avec exécution d'officiers, journaux clandestins circulant parmi les troupes, désertions (70.000 en 1970), usage généralisé de la drogue, mise à prix de la tête d'officiers particulièrement détestés, etc...

De ces faits, il ressort avant tout que si l'armée américaine est la mieux équipée du monde et possède les plus puissants moyens de destruction, elle n'est pas, après tout, ce monstre invincible que dépeint la propagande tant bourgeoise qu'opportuniste. En 1945, le mythe de la toute-puissance américaine était précisément utilisé par les partis opportunistes des pays occupés comme un argument justifiant leur politique : « Les Américains sont là, camarades ! Nous ne pouvons rien faire ». A présent, les faits cités, même s'ils ne signi-

(Suite page 4)

## L'Impérialisme français et ses colonies d'Afrique noire

### I. - La grande mystification de la décolonisation de l'Afrique noire

**Selon les fictions de l'idéologie bourgeoise, la décolonisation de l'Afrique noire aurait entraîné la formation d'Etats nationaux indépendants. Ces Etats n'ont-ils pas en effet tous les attributs des vieilles démocraties, le suffrage universel et consacrant l'égalité de tous les citoyens ? Calquées sur celle de la métropole, leurs constitutions n'assignent-elles pas comme tâche à l'Etat de défendre « l'intégrité du territoire national » ? N'est-ce pas sur l'autel de l'unité nationale que sont offerts les grands sacrifices, hier au Cameroun, aujourd'hui au Tchad ? Enfin les nouveaux Etats ne passent-ils pas des accords avec leurs anciens maîtres « sur un pied d'égalité », sous la protection de l'O. N. U., qui prodigue une égale sollicitude à toutes ses filles, à la Côte d'Ivoire comme à la France ? Cela suffit à l'idéologie bourgeoise, qui a toujours confondu la réalité sociale et historique et les fictions du droit.**

Quand les brouillards de la contre-révolution se sont dissipés, la « décolonisation » de l'Afrique noire apparaît comme une des plus grandes mystifications du deuxième après-guerre. En attendant, si les illusions naïves sur l'indépendance sont aujourd'hui à peu près tombées parmi les courageuses masses africaines qui, dans les années 50-60, ont fait leur premier pas sur la scène politique mondiale, il faut bien avouer que le mythe de la décolonisation reste presque intact dans la conscience des masses ouvrières de la métropole et que même l'ignoble guerre du Tchad n'a encore pu lui porter aucun coup sérieux.

C'est un fait que l'exploitation accrue de l'Afrique noire en temps de guerre, avec son cortège d'exactions fiscales, de réquisitions de produits tropicaux et d'hommes pour le travail obligatoire et pour le service militaire entraîna, la guerre finie, des réactions massives auxquelles la décadence des vieux impérialismes français et anglais ouvrit une large brèche. Poussés par l'O.N.U., cette nouvelle « caverne de brigands » dominée par les impérialismes vainqueurs, l'américain et le russe, ces vieilles puissances moribondes durent se résigner à

« acheminer leurs colonies vers l'indépendance ».

Ce n'en est pas moins un mensonge grossier de prétendre que ces dernières sont devenues de véritables Etats bourgeois nationaux. En réalité, la fameuse indépendance de l'Afrique noire n'est qu'un des nombreux mythes démocratiques destinés à endormir le prolétariat en accréditant la légende selon laquelle la seconde guerre impérialiste mondiale avait été une... croisade pour la liberté.

La France eut quinze ans pour préparer le personnel domestique du nouvel ordre des choses. Ce personnel naquit tout naturellement du développement embryonnaire du mercantilisme dans la société africaine et du renforcement de l'administration coloniale : on lui fit faire ses armes politiques et passer ses brevets de bonne conduite avec l'Union Française, puis avec la loi-cadre Defferre, enfin avec la Communauté du Général-Président. La fameuse décolonisation consista à mettre à la tête de l'administration coloniale de chaque territoire le personnel ainsi éduqué, ce qui n'alla pas sans quelques accrocs notables. Le personnel français ne disparut pas, mais changea de nom : les administrateurs coloniaux devinrent conseillers techniques. Hor-

mis les postes honorifiques, les postes-clés de l'administration, de l'armée, de la police et de la justice, sont tenus par ces « conseillers et assistants techniques » en attendant que l'éducation de remplaçants dévoués, les « homologues », ne soit terminée dans le cadre de « l'africanisation ».

On peut lire, par exemple, dans "l'Etudiant du Kamerun" de janvier 1970, le passage suivant : « Le chef incontesté et incontestable de l'armée kamerunaise est un colonel français, de même que ses seconds immédiats. Les commandants des principales garnisons sont des Français, sauf pour les garnisons du Kamerun "ex-britannique" ou ce sont... des Anglais. Les forces armées sont intégralement aux mains des franco-britanniques et plus particulièrement des Français. Ce sont eux qui déterminent les effectifs, la stratégie, l'armement, etc... »

Les anciens ordres des Gouverneurs des colonies ont été remplacés par des accords de coopération économique, financière et militaire dont les « Missions françaises » contrôlent le respect. La Banque Centrale des Etats nouvellement créés n'est autre que la Banque de France.

Dans ces conditions, on ne peut s'étonner de la remarque du journal "Entreprise" du 30 janvier 1971 : « La plupart des pays d'Afrique noire francophone, à l'exception de la Guinée, du Mali et du Congo-Brazzaville, ont souvent suivi les positions françaises aux Nations Unies et dans les grandes rencontres internationales. Bien qu'indépendants, ces Etats n'en continuent pas moins de vivre "à l'heure de Paris" et à s'en remettre aux suggestions du général de Gaulle et de certains de ses services. »

Ces quelques faits suffisent à montrer que la décolonisation de l'Afrique noire n'a pas encore commencé. L'explication de cette

(Suite page 4)

## REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le vendredi 14 janvier, à 20 h. 45, au siège du "Prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins :

L'IMPERIALISME FRANÇAIS  
ET SES COLONIES D'AFRIQUE NOIRE

# NOTRE LIGNE

(SUITE DU PRECEDENT NUMERO)

## L'opportunisme trotskyste

Tel n'est pas l'avis du trotskysme. Courant politique corrompu par la contre-révolution, et qui traîne dans la boue le nom de l'auteur de "Terrorisme et Communisme" (et non Démocratie ouvrière et communisme !), le trotskysme, qui se réclame en théorie du marxisme, n'apparaît jamais que comme la gauche de la gauche, l'aile extrémiste du stalinisme. Nous formulons à son égard un jugement net et sans équivoque : refusant d'attaquer de front les partis de la gauche impérialiste, et tout particulièrement le P. C. F. refusant de le considérer « non comme le point faible de notre mouvement, mais comme le point fort du mouvement adverse », refusant, en paroles par tactique, dans la réalité sociale par impuissance congénitale, d'appeler la contre-révolution par son nom, et marchant à côté d'elle dans la « lutte contre le gouvernement », le trotskysme tout entier joue le triste rôle de flanc-garde de la contre-révolution.

Outre son goût de la publicité, le trotskysme a une autre éminente caractéristique qui évoque le théâtre, pour ne pas dire le cirque politique. Il a lui aussi un « côté cour » et un « côté jardin », une « vie publique » et une « vie privée ».

En privé, côté cour, les trotskystes vous confieront qu'ils savent à quoi s'en tenir sur le caractère contre-révolutionnaire du P.C.F. En public, côté jardin, ils réclameront leur place dans le « mouvement ouvrier » à côté du P. C. F., dans la « libre expression des tendances ». En privé, ils vous diront qu'ils sont internationalistes sauf, finesse obligée, en Russie où il s'agit de « défendre les conquêtes d'Octobre ». En public, ils ne seront pas pris d'envie de vomir à la vue de Rocard, partisan d'une « autre politique militaire » et de la défense nationale, mais lui donneront le bras pour défilé. En privé, côté cour, ils seront très sévères pour l'électoratisme, mais côté jardin, en public, ils présenteront des candidats aux élections et, sommet de la « finesse » politique, se désisteront pour le P.C.F. En privé, ils se déclareront partisans de la dictature du prolétariat, mais en public ils populariseront la revendication d'un « gouvernement ouvrier ». En privé, côté cour, ils assureront (s'ils s'en souviennent encore), que des communistes n'avancent jamais des revendications qui ne soient pas liées au but final. Mais en public, côté jardin, ils lutteront pour l'amélioration des transports en commun. En privé, ils concéderont peut-être que seul le prolétariat est révolutionnaire jusqu'au bout. En public, ils tomberont dans le soutien à la petite boutique, le programme spécial de l'anti-monopolisme.

Voilà pourquoi nous qualifions, nous avons qualifié et nous qualifions le trotskysme, tout le trotskysme, de flanc-garde de la contre-révolution. Tout au plus pourrions-nous concéder que, avançant des revendications identiques substantiellement à celles de la gauche radicalisée, il fait des réserves mentales. "Lutte Ouvrière" s'est indignée d'être ainsi traitée. Avec son honnêteté malhonnête habituelle, elle a cité nos critiques, mais s'est bien gardé de les réfuter.

On se souvient que, restituant l'originale doctrine marxiste contre tous les falsificateurs réformistes de la II<sup>e</sup> Internationale, Lénine mit au premier plan la nécessité de la destruction de l'appareil d'Etat. Qui n'accepte pas la destruction, la destruction brutale et soudaine, de l'appareil d'Etat, n'est évidemment pas

révolutionnaire. Mais il serait faux d'en conclure que tous ceux qui se prononcent pour la destruction de l'appareil d'Etat sont des communistes. Outre celui des trotskystes, l'exemple des anarchistes suffit à le prouver. Et nous devons faire preuve de la plus grande énergie dans la critique de ces courants, précisément parce qu'ils se réclament du socialisme et de la révolution, alors qu'ils seront, au moment décisif, des obstacles à la révolution.

Dès 1922, notre courant montra qu'il avait compris que l'adoption des principes du communisme, si elle est indispensable et essentielle, n'est absolument pas suffisante. Rien n'est plus facile que de laisser reposer les principes dans l'arche d'alliance, et de pêcher toute la semaine. Une adoption des principes marxistes qui ne s'accompagne pas d'une tactique liée à des principes n'a pas de valeur ; au contraire, l'opportunisme qui se réclame des principes marxistes est le plus dangereux.

Les trotskystes se réclament du marxisme en général, et des quatre premiers Congrès de l'I. C. Ils ont repris toutes les faiblesses catastrophiques de l'Internationale et les ont érigées en système dans le Programme de transition : marxistes (entendons-nous : se disent marxistes) en théorie, ils sont, dans la pratique, les paillassons du stalinisme.

La réaction de deux des principaux groupes à l'annonce d'une réédition possible de l'unité de la gauche a été extrêmement instructive. Charles Berg, représentant de l'A.J.S., a déclaré qu'il fallait lutter pour que « lorsque le pouvoir aura été pris par un Allende à la française, les avantages n'en soient pas confisqués aux travailleurs comme en 1936 et en 1945 ». Conclusion : les travailleurs ont pour objectif d'obtenir des avantages ; ils ont des avantages à attendre de l'union de la gauche. Il s'ensuit clairement qu'ils doivent lutter pour « contraindre » (douce violence !) la gauche à... nous allions écrire « prendre le pouvoir », mais ce serait vraiment une concession tout à fait injustifiée. Il est plus juste de dire : à former un gouvernement !

Krivine, quant à lui, déclare : « Nous ne sommes pas contre l'unité d'action ; nous devons partir du désir extrêmement sain d'unité qui existe dans la classe ouvrière, et lui donner un contenu révolutionnaire ». Avant de commenter cette déclaration de Krivine, nous voulons rassurer les frères ennemis de la trinité trotskyste : nous connaissons leurs divergences, leurs particularités, et leur effroi à l'idée de se voir ranger sous la même définition. Pourtant, si nous rencontrons trois bossus sur la route, le fait que l'un soit sourd, l'autre aveugle, l'autre enfin muet, ou qu'ils soient affligés des difformités les plus diverses ne nous interdit absolument pas de déclarer : voici trois bossus.

Aujourd'hui s'il vous plaît, nous nous occuperons de ce qui vous est commun, messieurs les trotskystes : le front unique. Que l'on ne nous dise pas que la tactique du front unique porte aussi les noms de Lénine et de Trotsky. Entre le trotskysme contemporain, qui ne peut vivre que comme parasite du stalinisme dans l'ombre de l'impérialisme russe et du P.C.F., et la tactique opportuniste adoptée par le III<sup>e</sup> Congrès, il y a un abîme. La contorsion malheureuse que firent les bolchéviks pour échapper aux progrès de la contre-révolution n'a rien à voir

avec la malformation congénitale du trotskysme actuel.

Les bolchéviks étaient authentiquement communistes et furent accidentellement frontistes. Encore s'agissait-il d'un frontisme bien limité. Les trotskystes sont frontistes de façon illimitée. Ils sont authentiquement frontistes et accidentellement communistes (en fait, ils n'ont que les apparences du communisme). Dans le premier cas, un parti communiste ayant brisé les réformistes, glisse à nouveau sur la pente de l'opportunisme. Dans le second cas, des groupes de démocrates de gauche ou d'ouvriéristes prouvent qu'ils sont incapables de rompre avec le réformisme contre-révolutionnaire.

Aujourd'hui, les trotskystes les plus nombreux sont les plus frontistes. Seuls les membres de l'A.J.S. ont, si l'on ose dire, le front d'être frontistes jusqu'au bout. Ils considèrent le Parti Socialiste lui-même comme un « Parti ouvrier » ! Ou plutôt, mieux : ils prévoient que le Parti socialiste sera un parti ouvrier. Charles Berg déclare : « Le Parti Socialiste est aujourd'hui squelette ; il n'a pas 80.000 adhérents, mais demain, il pourrait bien en avoir 400.000 ou 500.000 ». Ce faisant, les habiles stratèges de l'A. J. S. portent une condamnation capitale contre leur propre politique, qui prouve à l'envi qu'ils sont frontistes parce qu'ils ont besoin d'être frontistes pour exister. Ils avouent qu'ils sont partisans du front unique avec un parti... squelettique !!! Ces messieurs oublient que le Front unique dont ils se réclament avait été créé dans l'espoir d'anéantir le prolétariat à l'influence social-démocrate, et non pas pour créer ou aider à créer l'influence social-démocrate sur le prolétariat.

La Ligue Communiste et Lutte Ouvrière ont sans doute un haut le cœur à l'idée de faire le Front unique avec le Parti Socialiste. Aussi ces groupes décident-ils de limiter la catégorie des « partis ouvriers » au P.C.F., au P.S.U. et... à eux-mêmes. En fin de compte, ils n'apparaîtront pas comme les larbins de Marchais et de Mitterand, mais comme les valets de Marchais et de Rocard. Au lieu de paraître regretter (tactiquement bien entendu) que l'union des grandes organisations ouvrières ne

## L'opportunisme du III<sup>e</sup> Congrès

C'est à partir de son III<sup>e</sup> Congrès que l'I. C. donna des signes d'opportunisme. Entre son opportunisme tactique, momentanément, qui devait lui permettre de remédier à une situation momentanément défavorable, et qui ne fit que précipiter sa chute, et l'opportunisme des trotskystes d'aujourd'hui, il y a la distance qui sépare un pêcheur occasionnel d'un vieux débauché. Cependant, il ne peut être qu'utile de rappeler ici notre critique de ces positions.

Le jeune militant qui feuillette pour la première fois les livres de Lénine est interloqué : on lui avait dit que l'ennemi des communistes, c'était le capitalisme, et il se trouve devant des textes qui, dans 90 % des cas, sont des polémiques féroces contre des « socialistes », des « marxistes ». S'il est un ocuméniste, un « porteur de burette d'huile non fractionnée » comme le Trotsky d'avant la révolution, il sera découragé par le spectacle de « tous ces gens qui s'entredéchirent » et qui, comme dit le bon sens, « feraient mieux de commencer à se mettre d'accord entre eux ». Mais s'il résiste aux plates évidences de la contre-révolution, s'il cherche la science non dans la sociologie bourgeoise, mais dans le filon de la tradition communiste, il comprendra que ce qu'il a lu tout d'abord avec des yeux étonnés, et sans comprendre, c'était réellement la lutte contre le capital. Car la condition première de la lutte contre le capital, c'est la lutte contre les agents du capital dans le mouvement ouvrier.

C'est ainsi que Lénine définissait les réformistes. Et ceux-ci étaient pourtant l'énorme majorité de la II<sup>e</sup> Internationale. Lénine et Zinoviev les isolés de Zimmerwald, n'hésitèrent pas à lancer leurs foudres révolutionnaires sur l'immense social-démocratie qui traînait les ouvriers au massacre. Et Lénine l'isolé continua à traiter les multitudes de politiciens social-démocrates d'« agents de la bourgeoisie dans

se réalise pas, comme Charles Berg, la Ligue et Lutte Ouvrière paraissent plutôt regretter que ce bon P.C.F. s'allie avec Mitterand !

Cela n'est pas étonnant, car Krivine est tout aussi brillant tacticien que Berg : « Nous devons partir du désir d'unité qui existe dans la classe ouvrière, pour lui donner un contenu révolutionnaire ». Ainsi, estime le bienveillant docteur Krivine, le désir d'unité est sain. Que cette unité que désirent aujourd'hui les ouvriers soient l'unité derrière les partis de la gauche impérialiste, cela ne lui semble pas important. L'unité c'est bien. La division c'est mal. D'abord l'unité et ensuite la Révolution. Krivine entend donc favoriser d'abord l'unité pour lui donner ensuite un « contenu révolutionnaire ». Ce « contenu », Monsieur Krivine, est superbe ! La classe ouvrière donnera la forme (l'unité !) et la Ligue apportera le « contenu » (la révolution).

Nous avons toujours cru que le « contenu » révolutionnaire, c'est précisément ce que ne peut pas apporter le Parti. Dans la belle comparaison de Trotsky que vous outragez en vous réclamant de lui, le contenu, c'est la vapeur, qui n'est utile que si elle est canalisée par un piston. Et jusqu'à preuve du contraire le piston (le Parti) est incapable de créer la vapeur (l'énergie révolutionnaire des masses). Tout ce que peut faire le Parti, c'est diriger dans le sens de la révolution communiste l'énergie révolutionnaire des masses. Et précisément, Monsieur Krivine, l'encadrement, l'orientation, la direction ne peuvent que briser l'unité des partis politiques, ne peuvent qu'être accélérés et facilités par la lutte directe contre le P. C. F., ne peuvent qu'être retardés par contre par l'unité (même « tactique ») avec le P. C. F.

Mais cela Krivine ne le comprend pas. Le Front unique apportera la direction sans doute... antigouvernementale, contre la « politique du pouvoir » comme disent les stalinistes ? La Ligue, elle, apporte le « contenu ». On se demande si Krivine, chargé d'insuffler l'énergie révolutionnaire aux masses (rien que ça !) n'est pas tout bonnement en train de... souffler sur les bottes du P.C.F. pour les faire briller !

le mouvement ouvrier ». Ceux qui ont appris leur « marxisme » sur les boulliers de la démocratie, c'est-à-dire l'immense, l'innombrable majorité des « marxistes » d'aujourd'hui, ne comprennent pas. Les autres, ceux qui n'ont jamais confondu le jeu stupide du cinquante-et-un % et les lois qui dictent son mouvement à l'histoire, ne sont pas étonnés. Ils continuent à dire aux bonzes de la gauche, aux aristocrates du prolétariat : « Vous êtes nombreux, installés au cœur des usines, retranchés dans vos Bourses du travail, dans les beaux bâtiments de votre parti. Et nous, communistes, ne sommes qu'une poignée dérisoire. Et c'est pourtant vous qui êtes "étrangers au mouvement ouvrier". On ne pèse pas sur la même balance des effectifs de parti et le Programme historique du communisme.

Mais si l'on veut retomber du terrain des principes inébranlables à celui de la statistique démocratique, on ne peut pas ne pas constater que les partis de gauche sont formidablement minoritaires dans la classe ouvrière. Le Parti Socialiste n'est pas présent dans les usines. Et le P.C.F. qui a vu ses effectifs fondre régulièrement depuis la libération s'il est présent dans les grandes usines, n'est qu'un petit appareil sur la masse du prolétariat. Bien sûr, aujourd'hui, alors que les ouvriers ne dépassent pas le niveau de conscience trade-unioniste, il peut sembler une force terrible. Mais demain alors que la crise du capitalisme mettra en mouvement la masse profonde des troupes du communisme, le cœur même de la classe ouvrière, les catégories les plus exploitées, les plus silencieuses et les moins défendues, alors le P. C. F. n'apparaîtra plus que pour ce qu'il est : une petite minorité de l'aristocratie ouvrière, vivant sur l'apathie du prolétariat, et totalement soumise au grand capital par l'intermédiaire de la petite bourgeoisie, il sera facile de voir que les masses seront infiniment plus à gauche que cette

gauche de la gauche qui est le trotskysme.

Aussi, nous sommes sûrs que l'énergie révolutionnaire, le « contenu » révolutionnaire ne sera pas défaut. Nous devons simplement indiquer la direction, encadrer, et conduire l'assaut. Nous ne faisons conc pas : le P. C. F. est un parti ouvrier parce qu'il a des ouvriers dans ses rangs. Cette banale constatation ne nous apprend rien de plus que ce que nous savons : les ouvriers environ, d'après les statistiques officielles, votent pour les gens de l'U.D.R.

Nous formulons une caractérisation politique. Nous disons : le P.C.F. est un parti de la contre-révolution. Il est l'agent de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Cette définition est claire. Elle signifie : le P.C.F. déverse à foison dans le prolétariat le triple poison de la Démocratie, du Progrès économique et de la Nation. Nous, Communistes, nous luttons contre la Démocratie, le Progrès économique, et la Nation, pour la dictature du prolétariat, la réduction draconienne du temps de travail, la destruction des nations. Toute initiative politique du P.S. ou du P.C.F. va directement à l'encontre des intérêts du communisme, qu'il s'agisse d'une position offensive de ces partis (lutte pour la « démocratie avancée ») ou défensive (lutte pour la « défense des libertés »). Dans un Parti tel que le P. C. F., qui compte des ouvriers dans ses rangs (et qui a écœuré des générations de militants ouvriers combattifs), il est peu vraisemblable que puisse se manifester un reste de naïve volonté révolutionnaire. Mais même s'il restait, chez les ouvriers membres de ce Parti, quelque chose d'une véritable conscience de classe, faire le front unique avec les politiciens du P.C.F. ce serait faire front avec eux contre les ouvriers du rang. Mais les tacticiens trotskystes ont une logique toute particulière : l'opportunisme stalinien est le parti qui trompe le plus d'ouvriers. La conclusion qu'ils en tirent c'est... non pas qu'il faut le combattre avec plus d'énergie que les autres partis, mais... qu'il faut réclamer l'unité avec lui !!!

Comme le P.C.F. réclame une démocratie avancée, les petits singes trotskystes réclament un « gouvernement ouvrier véritable ». Ce « véritable » est tout un poème et en dit long sur la manière dont les trotskystes veulent mettre le P.C.F. « au pied du mur ». Encore une fois, ils estiment sans doute qu'il est révolutionnaire de « contraindre » un parti de la contre-révolution à mettre en accord sa pratique avec ses principes ! La revendication de gouvernement ouvrier a dans la II<sup>e</sup> Internationale une histoire qui est celle d'une faillite. Primitivement, elle se présentait comme un « prolongement » du parlementarisme révolutionnaire. Il s'agissait, en accord avec la vague de fond prolétarienne, de rechercher une formule qui puisse le mieux démasquer les ministres sociaux-démocrates.

En fait, les expériences furent concluantes : non seulement cette tactique n'accéléra pas la révolution puisque quelques gendarmes suffisent à coffrer en Allemagne un « gouvernement ouvrier » sans que les masses bougent, mais encore cette tactique, effaçant l'opposition radicale entre social-démocratie et communisme, rendit la tâche plus facile à la contre-révolution. Mais les trotskystes, opérant une impressionnante sélection à rebours, n'ont gardé de la III<sup>e</sup> Internationale que ses pires erreurs.

Tous les marxistes savent que la seule définition correcte du passage du capitalisme au communisme, c'est la dictature du prolétariat. Les trotskystes eux-mêmes prétendent savoir que la révolution doit détruire de fond en comble l'appareil d'Etat. Ils savent aussi que, justement, le P.C. F. ne veut pas détruire l'appareil d'Etat. Il veut simplement faire valoir ses barbares vertus productivistes et patriotiques en sautant sur la tourelle du char d'assaut impérialiste. Et que crient les trotskystes pour éclairer les prolétaires ? Gouvernement ouvrier !

Les trotskystes savent que les ouvriers, après quarante ans de contre-révolution, ignorent ce qu'est la dictature du prolétariat, et ne se posent les problèmes politiques que sous la forme d'un éventuel changement de gouvernement. Et que font

(Suite page 4)

## Vient de paraître :

### PARTI ET CLASSE

Cette brochure de 60 pages rassemble quelques textes classiques de notre courant et de l'Internationale Communiste sur ce sujet, encadrés par une présentation qui souligne la continuité des positions marxistes depuis leur première formulation dans le "Manifeste du Parti Communiste" :

- Parti et classe (1921) ;
- Parti et action de classe (1921) ;
- Dictature prolétarienne et parti de classe (1951) ;
- Thèses de l'Internationale sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne (1920).

La brochure : 4 F

Commandes au "prolétaire"



